

MANIFESTE DU CITOYEN-MANGEUR

Monsieur le Ministre de l'Agriculture,
Mesdames et messieurs les commissaires,

Puisque le gouvernement du Québec entend placer le « produit » et la satisfaction des attentes des consommateurs au centre de la future politique bioalimentaire et qu'il dit vouloir favoriser le développement durable dans ce secteur, nous vous présentons ce que nous, citoyens-mangeurs du Québec, entendons par un système alimentaire durable. Le temps est venu de passer à l'action.

Nous, « citoyens-mangeurs » du Québec, déclarons que nous voulons :

Manger des aliments cultivés et élevés dans le respect de l'environnement. Pour ce faire, l'État doit consacrer la même enveloppe budgétaire à l'agriculture, mais les programmes d'appui doivent soutenir et valoriser des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement afin de rendre ceux-ci accessibles au plus grand nombre.

Ainsi :

- Tout soutien financier aux agriculteurs doit être écoconditionnel, c'est-à-dire versé seulement lorsque les normes environnementales en vigueur sont respectées, mais aussi conditionnellement à l'adoption de pratiques de protection de l'environnement.
- Des compensations doivent être octroyées aux agriculteurs qui fournissent des services écologiques ayant des impacts bénéfiques pour la société, comme la protection de la qualité de l'eau.
- L'agriculture biologique doit être reconnue pour sa contribution au développement d'une agriculture durable et l'État doit soutenir directement les agriculteurs qui nourrissent les citoyens-mangeurs du Québec avec des produits biologiques et locaux.

Manger des aliments cultivés et élevés le plus localement possible. Pour ce faire, l'État doit délaissier sa stratégie de « conquête des marchés » pour adopter celle de la souveraineté et de l'autonomie alimentaires. Le Québec doit résolument fonder sa stratégie et ses actions sur une vision nourricière pour le Québec et orienter les règles du système alimentaire de façon à ce que le fruit du travail des agriculteurs d'ici serve à nourrir prioritairement les Québécois. Dans un contexte de changements climatiques, il est de la plus haute importance que le Québec diversifie son agriculture. Pour mettre en pratique cette vision, le gouvernement du Québec devra :

- Imposer aux grandes chaînes d'alimentation des objectifs ambitieux d'approvisionnement en aliments locaux, comprenant aussi des cibles afin qu'une part croissante de ces aliments soient également biologiques.



- Montrer l'exemple en adoptant un plan national d'alimentation responsable dans ses établissements, comprenant des objectifs d'achat local pour les établissements publics comme les écoles, les hôpitaux et les garderies, de même que des cibles afin qu'une part croissante de ces aliments soient également biologiques.
- Imposer l'étiquetage des aliments contenant des OGM pour que nous, citoyens-mangeurs, puissions avoir toute l'information lors de nos choix de consommation.
- Se doter d'objectifs ambitieux et intensifier ses efforts pour soutenir le développement des circuits courts, avec un intermédiaire ou moins entre le producteur et le consommateur, et solidaires de manière à rendre les aliments locaux largement accessibles à la population par ces modes de distribution (marchés de solidarité, agriculture soutenue par la communauté, etc.). Un crédit d'impôt doit être versé aux citoyens qui soutiennent une ferme biologique locale à travers la formule d'Agriculture soutenue par la communauté, celle-ci étant un moyen très prometteur d'assurer la viabilité financière d'une ferme et l'accès à la relève agricole et donc la durabilité du secteur.
- Traiter le territoire agricole québécois comme un patrimoine collectif en le protégeant mieux, principalement autour des villes, et en priorisant l'approvisionnement alimentaire de proximité.
- Faciliter l'accès à des parcelles de terre pour la relève agricole et les projets d'agriculture diversifiée.

Nous ne croyons pas que les citoyens seuls arriveront à modifier substantiellement le système alimentaire. Puisque s'alimenter répond à un besoin fondamental, nous croyons que les moyens de produire et de distribuer des aliments sont des enjeux collectifs, trop importants pour être laissés aux seules forces du marché. Nous pressons notre gouvernement d'agir prioritairement dans le sens des intérêts des citoyens-mangeurs et des agriculteurs qui œuvrent pour nous offrir le meilleur du terroir québécois. Le Québec est plus que jamais prêt pour une agriculture et une alimentation durables, saines et solidaires.